

La Coalition canadienne des fiducies de l'énergie
Notes d'allocution
6 novembre 2006

Seule la version lue fait foi

MESDAMES ET MESSIEURS, BIENVENUE ET MERCI DE VOTRE PRÉSENCE.

LE 31 OCTOBRE DERNIER, LE MINISTRE DES FINANCES DU CANADA A ANNONCÉ DES MODIFICATIONS À LA FISCALITÉ DES FIDUCIES CANADIENNES. L'ANNONCE A EU UN IMPACT NÉGATIF SÉRIEUX SUR LES INVESTISSEMENTS DES CANADIENS QUI TRAVILLENT FORT POUR GAGNER LEUR ARGENT. ELLE A SURPRIS ET FÂCHÉ PLUSIEURS DES PRÉSIDENTS ET CHEFS DE LA DIRECTION PRÉSENTS DANS CETTE SALLE AUJOURD'HUI.

C'EST TRÈS SÉRIEUSEMENT QUE NOUS ASSUMONS NOS RESPONSABILITÉS À L'ÉGARD DES PORTEURS D'UNITÉS. NOUS SOMMES CONSCIENTS QUE PLUSIEURS D'ENTRE EUX SONT DÉPENDANTS DES DISTRIBUTIONS EN ARGENT QU'ILS REÇOIVENT DE NOS FIDUCIES POUR SATISFAIRE LEURS BESOINS QUOTIDIENS. NOUS NE SOMMES PAS HEUREUX DE VOIR CE REVENU ÊTRE ÉLIMINÉ.

MAIS NOUS SOMMES DES ENTREPRENEURS CANADIENS ET NOUS PASSONS RAPIDEMENT DE LA COLÈRE À L'ACTION. NOUS SOMMES ICI AUJOURD'HUI PARCE QUE NOUS VOULONS, D'ABORD ET AVANT TOUT, FAIRE FACE À NOS OBLIGATIONS ENVERS NOS PORTEURS D'UNITÉS ET PARCE QUE NOUS SOMMES DÉTERMINÉS À TROUVER UNE SOLUTION AUX PROBLÈMES ENGENDRÉS PAR CETTE ANNONCE.

MAIS AVANT D'ALLER PLUS LOIN, PERMETTEZ-MOI DE VOUS PRÉSENTER NOTRE ÉQUIPE ET NOTRE ORGANISATION.

MON NOM EST GORD KERR, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION D'ENERPLUS RESOURCES FUND. ET C'EST À TITRE DE MEMBRE DE LA COALITION CANADIENNE DES FIDUCIES DE L'ÉNERGIE QUE JE VOUS PARLE AUJOURD'HUI. SE TROUVENT AVEC MOI SUR LA SCÈNE: JOHN DIELWART, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION, ARC ENERGY TRUST, ET SUE RIDDELL ROSE, PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION, PARAMOUNT ENERGY TRUST. EN COMPAGNIE DE MARCEL COUTU, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION DE CANADIAN OIL SANDS TRUST, ET DE BILL ANDREW, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION DE PENN WEST ENERGY TRUST, NOUS FORMONS LE COMITÉ EXÉCUTIF DE CETTE NOUVELLE COALITION.

DES PRÉSIDENTS ET CHEFS DE LA DIRECTION DE PLUSIEURS FIDUCIES CANADIENNES DE L'ÉNERGIE SONT ÉGALEMENT PRÉSENTS DANS LA SALLE.

NOTRE COALITION A ÉTÉ MISE SUR PIED UNIQUEMENT POUR TRAITER DE QUESTIONS RELIÉES AUX FIDUCIES DE L'ÉNERGIE ET À LA CONTRIBUTION IMPORTANTE QU'ELLES APPORTENT À L'ÉCONOMIE CANADIENNE. PLUSIEURS DE NOS MEMBRES APPARTIENNENT AUSSI À L'ASSOCIATION CANADIENNE DES FONDS DE REVENU ET NOUS TRAVAILLONS EN ÉTROITE COLLABORATION AVEC CETTE ORGANISATION DE MANIÈRE À MIEUX FAIRE CONNAÎTRE AU PUBLIC LE CONTEXTE DES FONDS DE REVENU AU CANADA.

NOTRE COALITION REPRÉSENTE AUJOURD'HUI PLUS DE 40 FIDUCIES DE L'ÉNERGIE, UN CHIFFRE QUI EST EN CROISSANCE. LA COALITION REGROUPE AUSSI DES FIDUCIES DU DOMAINE DES INFRASTRUCTURES COMME LES PIPELINES AINSI QUE DES FIDUCIES DANS LE DOMAINE DES SERVICES À L'INDUSTRIE.

COLLECTIVEMENT, NOUS REPRÉSENTONS PLUS DE 20 % DE LA PRODUCTION CANADIENNE, SOIT L'ÉQUIVALENT D'UN MILLION DE BARILS DE PÉTROLE PAR JOUR – ET PLUSIEURS DES SERVICES ET INFRASTRUCTURES NÉCESSAIRES POUR PRODUIRE CE PÉTROLE ET L'AMENER AUX UTILISATEURS.

DES MILLIONS DE CANADIENS ONT INVESTI DANS LES FIDUCIES DE L'ÉNERGIE DE CE PAYS. DANS LE COURS DE NOS AFFAIRES, NOUS PROCURONS DE L'EMPLOI À DES MILLIERS DE PERSONNES .

LA STRUCTURE DES FIDUCIES DE L'ÉNERGIE EST BIEN ÉTABLIE ET A CONTRIBUÉ AU BIEN-ÊTRE DU CANADA PENDANT PLUS DE 20 ANS.

NOUS SOMMES ICI AUJOURD'HUI PARCE QUE NOUS SOMMES INQUIETS. NOS DÉTENTEURS D'UNITÉS SONT DES CANADIENS ORDINAIRES. CE SONT CES PERSONNES QUI DOIVENT COMPOSER AVEC UNE CHUTE DE 35 MILLIARDS DE \$ DE LEURS VALEURS NETTES DANS LES DEUX JOURS QUI ONT SUIVI L'ANNONCE DES CHANGEMENTS AUX RÈGLES FISCALES TOUCHANT LES FIDUCIES.

LE 1ER NOVEMBRE, DES MILLIERS DE CANADIENS AYANT INVESTI DANS LES FIDUCIES ONT VU LA VALEUR DE LEURS INVESTISSEMENTS ÊTRE SOUMISE À UNE FORTE PRESSION. CES PERSONNES ONT ASSISTÉ IMPUISSANTES À L'ÉROSION DE LEUR SITUATION FINANCIÈRE.

PLUSIEURS CANADIENS NE RÉALISENT PEUT-ÊTRE PAS ENCORE QU'ILS ONT PERDU LEUR ARGENT DUREMENT GAGNÉ. PAR EXEMPLE, LE RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA AINSI QUE PLUSIEURS FONDS D'INVESTISSEMENT ET RÉGIMES COLLECTIFS DE RETRAITE SONT DES INVESTISSEURS DANS LES FIDUCIES.

C'EST AU NOM DE CES CANADIENS QUE NOUS SOMMES ICI AUJOURD'HUI, AFIN DE DEMANDER AU GOUVERNEMENT DE RALENTIR LE PAS ET DE PRENDRE LE TEMPS DE NOUS CONSULTER ET DE METTRE EN VIGUEUR SA DÉCISION D'UNE MANIÈRE QUI NE NUISE PAS AUX CANADIENS ET À L'ÉCONOMIE CANADIENNE.

ON A DIT BEAUCOUP DE CHOSES AU SUJET DES FONDS DE REVENU. CE QUI N'A PEUT-ÊTRE PAS ÉTÉ DIT CLAIREMENT CONCERNANT LES FIDUCIES DE L'ÉNERGIE C'EST QU'ELLES SONT DES CONTRIBUTRICES ESSENTIELLES À L'ÉCONOMIE CANADIENNE ET AU RÔLE JOUÉ PAR LE CANADA COMME FOURNISSEUR MONDIAL D'ÉNERGIE. EN D'AUTRES MOTS, NOUS JOUONS UN RÔLE UNIQUE ET ENTIER DANS LA MAXIMISATION DE LA PRODUCTION ET DANS L'INJECTION DE CAPITAUX ESSENTIELS À L'INDUSTRIE ÉNERGÉTIQUE, LAQUELLE OCCUPE UNE PLACE STRATÉGIQUE IMPORTANTE AU CANADA.

PERMETTEZ-MOI DE SOULIGNER QUELQUES FAITS SAILLANTS AU SUJET DU RÔLE DES FIDUCIES DE L'ÉNERGIE.

- AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, PLUS DE 10 MILLIARDS DE \$ DE CAPITAUX ONT ÉTÉ INVESTIS DANS LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DU PÉTROLE ET DU GAZ AU CANADA. DE PLUS, DES INVESTISSEMENTS MAJEURS ONT ÉTÉ CONSENTIS DANS DE NOUVELLES TECHNOLOGIES ET LES PROCÉDÉS D'INGÉNIERIE.

- COMME JE L'AI MENTIONNÉ, NOUS PRODUISONS 20 % DU PÉTROLE ET DU GAZ CANADIEN – UNE MAJORITÉ DE CELUI-CI ÉTANT EXTRAITE DE GISEMENTS À MATURITÉ QUI, AUX YEUX DE PLUSIEURS GRANDES SOCIÉTÉS CONVENTIONNELLES, NE REPRÉSENTENT PAS D'INTÉRÊT.
- LA PARTICIPATION CANADIENNE DANS LE SECTEUR ÉNERGÉTIQUE A AUGMENTÉ GRÂCE À L'ACQUISITION, PAR DES FIDUCIES DE L'ÉNERGIE, DE 9 MILLIARDS DE \$ D'ÉLÉMENTS D'ACTIF CONTRÔLÉS PAR DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS, DEPUIS 2001.
- LES FIDUCIES EFFECTUENT DES DISTRIBUTIONS AU BÉNÉFICE DE CANADIENS DE TOUTES LES COUCHES DE LA SOCIÉTÉ – ET DE PARTOUT AU CANADA. SEULEMENT EN 2005, LES FIDUCIES DE L'ÉNERGIE ONT DISTRIBUÉ PLUS DE 5 MILLIARDS DE \$ À LEURS PROPRIÉTAIRES.

MALHEUREUSEMENT, LES CHANGEMENTS FISCAUX PROPOSÉS PAR LE GOUVERNEMENT ONT UN IMPACT IMPORTANT SUR LES FIDUCIES DE L'ÉNERGIE. NOUS COURONS LE RISQUE DE VOIR RÉTRÉCIR LA BASE DES DÉTENTEURS D'UNITÉS. LES CHANGEMENTS PROPOSÉS AUGMENTENT NOTRE COÛT DE CAPITAL, CE QUI, PAR RICOCHET, NOUS REND MOINS COMPÉTITIFS SUR LA SCÈNE MONDIALE.

NOUS CROYONS ÊTRE UNE COMPOSANTE ESSENTIELLE D'UNE ÉCONOMIE CONCURRENTIELLE EN CROISSANCE. EN PLUS DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRÉES PAR LA CRÉATION D'EMPLOIS, L'OCTROI DE CONTRATS À DES SOUS-TRAITANTS, LES INVESTISSEMENTS EN CAPITAUX ET L'ÉLARGISSEMENT DE L'ASSIETTE FISCALE QUI EN RÉSULTE, NOUS AIDONS LE CANADA À JOUER UN RÔLE DE LEADER MONDIAL DANS LE DOMAINE ÉNERGÉTIQUE – UN OBJECTIF QUE LE PREMIER MINISTRE A ÉTABLI COMME ÉTANT IMPORTANT.

NOUS RECONNAISSONS QUE LE GOUVERNEMENT A LE DROIT D'APPORTER DES CHANGEMENTS AUX LOIS FISCALES DU PAYS. CEPENDANT, UNE POLITIQUE FISCALE D'UNE TELLE IMPORTANCE MÉRITE D'ÊTRE SOUMISE À LA CONSULTATION. ET C'EST CE QUE NOUS RECHERCHONS.

UNE SOLUTION UNIDIMENSIONNELLE COMME CELLE QUI EST SUR LA TABLE N'EST PAS SATISFAISANTE. METTRE FIN AUX CONVERSIONS EST UNE CHOSE; ÉLIMINER LA STRUCTURE DES FIDUCIES EN EST UNE AUTRE.

NOUS CROYONS QU'UN CHANGEMENT RÉTROACTIF DES RÈGLES N'EST TOUT SIMPLEMENT PAS UNE BONNE POLITIQUE PUBLIQUE. CELA VA NUIRE À LA RÉPUTATION INTERNATIONALE DU CANADA ET RÉDUIRE NOTRE CAPACITÉ À ATTIRER DU CAPITAL ÉTRANGER.

DES MILLIONS DE DÉTENTEURS D'UNITÉS ONT SUIVI LES RÈGLES ET AGI DE BONNE FOI DANS LEURS DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT. ILS NE DEVRAIENT PAS ÊTRE PÉNALISÉS PAR DES BAISES DE 20 % DE LA VALEUR DE LEURS INVESTISSEMENTS.

ALORS, QUE VOULONS-NOUS OBTENIR? DIT SIMPLEMENT, NOUS VOULONS RALENTIR LE PROCESUS ET ENGAGER UN DIALOGUE SUBSTANTIEL ET CONSTRUCTIF AVEC LE GOUVERNEMENT.

NOUS AVONS BON ESPOIR QU'AU FIL DE NOS RENCONTRES, LE GOUVERNEMENT COMPRENDRA MIEUX LES ENJEUX AUXQUELS NOUS FAISONS FACE ET QU'ENSEMBLE, NOUS POURRONS TROUVER DES SOLUTIONS QUI PERMETTRONT AUX FIDUCIES DE L'ÉNERGIE DE CONTINUER À CONTRIBUER À LA PROSPÉRITÉ NATIONALE.

NOUS SOMMES MAINTENANT DISPOSÉS À RÉPONDRE À VOS
QUESTIONS.